

*Questions orales*

**Mme Copps:** Les garderies sont taxées.

**M. Wilson (Etobicoke—Centre):** Les garderies ne sont pas taxées. La députée de Hamilton—Est vient juste de dire que les garderies étaient taxées. Ce n'est pas vrai.

Tout cela ne sert qu'à montrer que le Parti libéral du Canada ne peut tout simplement pas accepter que ce projet de loi a été adopté à la Chambre des communes. Le Sénat en est maintenant saisi et les députés libéraux d'en face affirment vouloir déléguer les responsabilités qui leur ont été confiées en tant que membres élus du Parlement à une assemblée contre qui la population canadienne n'a aucun recours.

Elle ne peut pas évincer du Sénat Allan MacEachen, ou encore Sid Buckwold, aux prochaines élections. Ce que le Parti libéral tente de faire, c'est de détourner l'attention des Canadiens de ce principe fondamental de la démocratie parlementaire. Il ne réussira pas à cause de l'appui général qu'on lit dans les éditoriaux. . .

**M. le Président:** Le député de Yorkton—Melville.

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

### L'ÉCONOMIE

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Ma question, si les libéraux peuvent se calmer, monsieur le Président—

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Nystrom:** Ma question s'adresse au premier ministre, en sa qualité de chef du gouvernement. Dans un rapport sans précédent, le Conseil économique du Canada a lancé ce matin une attaque cinglante contre les politiques économiques du gouvernement fédéral. Il y est dit que le chef du gouvernement devrait admettre que les politiques économiques passées sont fondamentalement défectueuses.

• (1440)

Je veux savoir si le premier ministre du Canada est ou non d'accord avec son groupe consultatif économique de premier ordre lorsque celui-ci affirme que les politiques économiques de ce gouvernement sont fondamentalement défectueuses. Va-t-il l'admettre maintenant et modifier ces politiques dans l'intérêt de tous les Canadiens?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, il s'agit là d'une interprétation assez libre, mais ce n'est pas vraiment surprenant de la part du député.

Nous reconnaissons que nous devrions abaisser le déficit du gouvernement du Canada. C'est précisément ce que nous avons essayé de faire ces six dernières années avec assez de succès.

Il faut poursuivre nos efforts dans ce domaine. Mais si le député et son parti arrêtaient d'appuyer les sénateurs libéraux lorsque ces derniers bloquent les projets de loi C-21, C-28, C-62, et C-69 qui doivent nous permettre de faire baisser le déficit et qui portent sur l'assurance-chômage, la fiscalité, la TPS et les dépenses. . .

**M. le Président:** Le député de Yorkton—Melville.

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Monsieur le Président, il n'est pas étonnant que les Canadiens soient cyniques à l'égard de ce gouvernement. Ce rapport reproche au gouvernement de ne pas avoir pris les bons moyens pour réduire l'inflation et pour augmenter l'emploi. On y lit, à la page 45: «Le Canada ne s'est jamais engagé que timidement à réaliser le plein emploi.»

Les anciennes solutions n'ont pas fonctionné. Le gouvernement pourrait-il nous dire quelles nouvelles politiques il présentera pour répondre à ce rapport? Quels engagements prendra-t-il pour les chômeurs du Canada? À quelle nouvelle orientation pouvons-nous nous attendre pour mettre les Canadiens au travail?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, les réalisations du gouvernement sont éloquentes. Nous avons fait baisser le taux de chômage de 11,7 p. 100 à son niveau actuel d'environ 8 p. 100. Nous avons créé un million et demi d'emplois.

Si le député vérifie quelques pages plus loin, le Conseil économique dit aussi que nous devrions dépenser plus d'argent pour la formation afin d'aider les chômeurs à améliorer leurs compétences pour qu'ils puissent réintégrer la population active. C'est le but du projet de loi que ma collègue a présenté au Sénat. C'est un projet de loi. . .

**Mme Copps:** Vous venez de dire qu'il visait à réduire le déficit.